

2026, année de feu



La forêt landaise détruite lors des incendies de cet été

Avec les chaleurs caniculaires du printemps et de l'été 2026, le massif gascon brûle.

Des incendies monstres dévastent les paysages des Landes, Gironde et Lot-et-Garonne. Des milliers d'hectares de pins sont réduits en cendres, la faune et la flore sont aussi détruites.

En période estivale, le risque incendie est accru chacun le sait, mais pourquoi donc faut-il attendre ces catastrophes pour que les réalités éclatent ?

Oui, combien de drames faudra-t-il pour qu'enfin des promesses, des ajustements soient tenus ?

2022 avec les méga-feux girondins, que d'engagements n'a-t-on pas entendu. Les moyens seraient décuplés, l'entretien des forêts ne serait plus un problème, le travail en forêt serait encadré et réglementé, une base de proximité serait implantée à Mont-de-Marsan...

2026 est arrivé et rien ou très peu de tout cela sur les territoires.

Combien de temps faudra-t-il attendre pour qu'enfin la raison et le bon sens l'emporte sur les funestes calculs financiers et politiques ?

Ne pas vouloir investir dans la prévention et la protection n'est plus entendable au regard des urgences climatiques et environnementales. Le PCF a toujours proposé et défendu les principes que les moyens soient mis à disposition sur les territoires pour



Des dizaines d'habitations et bâtiments professionnels détruits par le feu

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2560 – Jeudi 20 août 2026

faire face à ces urgences et dangers.

Nous publions dans les pages intérieures de ce numéro la tribune de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF qui trace des pistes de réflexion en proposant des investissements financiers et humains pour qu'enfin la protection des biens et des personnes devienne une des priorités nationales.

Dans l'immédiat, en plus de la solidarité qu'il nous faut avoir pour les populations qui ont tout perdu (maisons, biens personnels, outils de travail...), nous nous devons de mener partout, particulièrement dans les collectivités, les batailles politiques nécessaires pour que les engagements verbaux se concrétisent en actes très rapidement.■

Alain BACHÉ

Secrétaire départemental du PCF

Pour la réussite de la Fête de l'Humanité

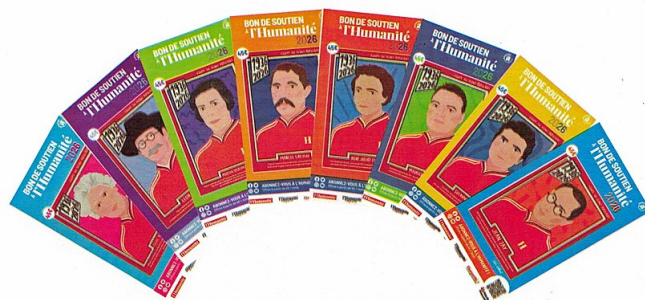
La Fête de l'Humanité se tiendra les 11, 12 et 13 septembre prochain sur la BA217 du Plessis-Pâté. Et cette année, elle aura un goût d'anniversaire, puisque notre stand L'Auberge Landaise fêtera ses 40 ans de présence.

L'équipe qui œuvrera aux tâches de notre stand est déjà complète et ce seront pas moins de 80 camarades et amis qui se démèneront pendant ses trois jours, mais aussi en amont et après, pour faire tourner le restaurant, le bar, la boutique et le petit dernier, les sandwiches landais.

Mais avant de se projeter sur la Fête, il faut gagner à son succès en plaçant massivement la vignette-bon de soutien militante

Elle est indispensable à la réussite de la Fête et du journal l'Humanité.

Vous pouvez vous la procurer auprès des camarades communistes au prix de 45 €. N'hésitez pas à la demander.■



Fabien Roussel, secrétaire national du PCF : « Nos forêts brûlent, arrachons-les à la loi du profit »

Tribune de Fabien Roussel dans L'Humanité

Le changement climatique est une réalité. Les canicules, les sécheresses et les vents violents créent des conditions propices à des incendies d'une ampleur inédite. Mais face au feu, il faut aller plus loin et interroger une gestion forestière dictée par les exigences du capital. Par Fabien Roussel, secrétaire national du PCF.

En Gironde et dans les Landes, plus de 40.000 hectares ont brûlé et près de 220.000 personnes ont été évacuées. Je salue le courage des pompiers, des agents et des bénévoles, et assure les habitantes et habitants de toute notre solidarité. Les flammes retombées, nous refuserons les larmes officielles et l'oubli.

Déjà, lors des feux exceptionnels de 2022, je m'étais rendu sur place pour pointer du doigt le manque de moyens pour lutter contre ces incendies géants. 1.800 centres de secours supprimés en vingt ans, avec plus de 1.000 camions-citernes perdus et une flotte de vingt-trois avions, dont douze Canadair, âgée en moyenne de trente ans ! Face au feu, l'austérité désarme la République. Il faut rouvrir des casernes rurales, renforcer les SDIS, produire en France et en Europe des bombardiers d'eau et investir dans la télédétection, les points d'eau et les pistes forestières. Commençons par ouvrir une base permanente à Mont-de-Marsan pour les bombardiers d'eau.

Mais il faut aller plus loin et interroger une gestion forestière dictée par les exigences du capital.

Pourquoi cela brûle autant ?

Le changement climatique est une réalité. Les canicules, les sécheresses et les vents violents créent des conditions propices à des incendies d'une ampleur inédite.

Et le climat n'est pas seul en cause !

Le massif des Landes de Gascogne façonné par nos ancêtres, composé à 80 % de pin maritime, constitue un patrimoine écologique exceptionnel, un outil de production qui fait vivre des milliers de salariés et irrigue toute une filière économique. Mais cette monoculture dense organisée pour maximiser les prélèvements et la rentabilité rend le massif particulièrement vulnérable aux incendies. Le climat allume la mèche ; le capitalisme accumule le combustible.

Au-delà de ce seul massif, en France, 75 % de la surface forestière appartient à des propriétaires



privés. Ils participent pleinement à la vie de la filière bois. Mais lorsque les conséquences des incendies concernent l'ensemble de la société, la puissance publique doit retrouver les moyens de planifier, de coordonner, de conditionner ses aides afin d'accompagner l'évolution des pratiques. D'autant qu'en dix ans, la capacité du puits forestier à stocker le carbone a été divisée par 2,5.

C'est pourquoi nous avons besoin d'un vaste chantier national associant forestiers, les salariés de la filière bois et leurs organisations syndicales, propriétaires, élus locaux, scientifiques, associations et citoyens pour organiser le

changement de modèle qui permettra de relever les défis sociaux et écologiques du XXI^e siècle.

Pour ouvrir le débat, le PCF propose une loi de programmation forestière et un grand service public forestier, compétent pour les forêts publiques comme privées, réunissant services de l'État, ONF, CNPF et recherche publique. En matière de lutte contre les feux de forêt, il coordonnera la prévention avec les SDIS, la Sécurité civile et les comités communaux feux de forêt. Doté des moyens nécessaires, il embauchera 2.000 agents sous statut de fonctionnaire, indépendants des intérêts économiques.

Nous proposons de créer des conférences forestières territoriales réunissant tous les acteurs pour décider d'orientations auxquelles devront se conformer les plans de gestion privés. Chaque euro d'aide ou de crédit sera conditionné à la diversification des peuplements, à la baisse des densités, au soutien à l'exploitation en forêt irrégulière, à l'encadrement des coupes et à la transformation locale. Soutenons le sylvopastoralisme et l'agriculture, qui créent des coupures de combustible. Soumettons tout projet de bois-énergie à une étude indépendante de la ressource et du bilan carbone. Un fonds national d'adaptation, financé par les grands groupes de la filière, accompagnera cette transformation.

La France peut payer les catastrophes ou décider enfin d'investir dans la prévention, le climat et la souveraineté industrielle. Le PCF choisit la maîtrise publique, la planification démocratique et le temps long. Nos forêts ne doivent plus obéir aux seuls cours du bois : elles doivent servir la vie.

Le changement climatique est une réalité. Les canicules, les sécheresses et les vents violents créent des conditions propices à des incendies d'une ampleur inédite. Mais face au feu, il faut aller plus loin et interroger une gestion forestière dictée par les exigences du capital.■

Sécheresse et changement climatique : adapter notre agriculture et la gestion de l'eau

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine : ses conséquences frappent déjà notre pays, nos territoires, notre agriculture et nos ressources en eau. L'intensification des sécheresses, mais aussi l'alternance avec des épisodes de précipitations extrêmes, nous imposent de préparer dès maintenant la France aux bouleversements en cours et à venir. Cette situation appelle une politique climatique à la hauteur, fondée sur la science, la planification et la justice sociale.

Atténuation et adaptation sont deux exigences complémentaires. Avec son plan climat Empreinte 2050, le Parti communiste français propose de réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre et notre empreinte carbone pour atteindre la neutralité carbone en 2050, tout en adaptant nos territoires, nos infrastructures, notre agriculture et la gestion de l'eau aux conséquences du changement climatique déjà engagées. Cette adaptation doit être planifiée démocratiquement, disposer de moyens publics à la hauteur et protéger en priorité celles et ceux qui sont les plus exposés.

Avec près de 70% des départements français soumis à des restrictions d'eau, la Nation traverse une sécheresse historique. L'agriculture française connaît un bouleversement inédit, mais non surprenant du fait des alertes des scientifiques depuis des dizaines d'années. De fortes tensions pèsent sur l'abreuvement des cheptels et les rendements des cultures de printemps s'annoncent très bas notamment en maïs. Face au tarissement des cours d'eau et des captages ainsi qu'au dessèchement des sols, le Parti communiste français tire la sonnette d'alarme. Notre souveraineté alimentaire est plus que jamais menacée si ne nous orientons pas dès à présent vers une planification démocratique de la gestion de l'eau, notamment celle utilisée à des fins agricoles.

Adapter les pratiques agricoles pour faire face aux pénuries et excès d'eau

Le Parti communiste français considère que les sols doivent être considérés comme les premiers réservoirs d'eau, d'où l'enjeu d'accroître leur capacité de rétention. C'est à ce titre que les communistes défendent l'adaptation des pratiques agricoles, d'où la nécessité d'une transformation agroécologique d'ampleur. Des aides couplées ainsi

que des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) dédiées mériteraient de soutenir des pratiques favorables à l'augmentation de la capacité de rétention des sols, à l'image de l'enfouissement de couverts végétaux et l'incorporation d'effluents d'élevage. A ce titre, le PCF défend vigoureusement la déspecialisation régionale de notre agriculture, avec la nécessité de réintroduire un élevage durable dans des régions céréalières. Les communistes défendent également une toute autre politique de sélection variétale, centrée sur l'adaptation des variétés au dérèglement climatique, d'où un nécessaire soutien à la recherche agronomique publique.

Si l'eau manque à l'heure où paraît ce communiqué, celle-ci pourrait se retrouver en excès d'ici quelques mois. N'oublions donc pas que les prairies permanentes, les zones humides et les haies jouent un rôle clé pour contenir les excédents d'eau. Pour ce faire, les aides du premier pilier de la Politique agricole commune devraient être bonifiées lorsqu'il s'agit de prairies permanentes et de zones humides, essentielles à la régulation des cycles de l'eau. Il en est de même pour les haies, qui mériteraient une simplification et une revalorisation du Label Haie. De



même, à travers le Plan Empreinte 2050, les communistes défendent la plantation de millions de mètres linéaires de haies, avec l'objectif de redonner à l'arbre toute sa place dans les agroécosystèmes. Le PCF alerte également sur la nécessité de lutter contre l'artificialisation des sols qui contribue à l'imperméabilisation de ces derniers.

Gérer la ressource avec parcimonie et la dédier à la satisfaction des besoins sociaux

Le stockage de l'eau en dehors des sols ne doit pas être un sujet tabou. Plus que la multiplication des infrastructures individuelles, les communistes défendent la construction de nouveaux ouvrages multi-usages structurants d'intérêt général. Ces lacs-réservoirs de grande capacité, idéalement connectés entre eux, permettraient de stocker les excédents d'eau, par exemple lors des fontes des neiges ou en cas de forts ruissellements. Dans le même temps, ces infrastructures rendraient également possible la production d'hydroélectricité supplémentaire sous maîtrise publique. Cette gestion centralisée des eaux de surface permettrait ainsi de prévenir les inondations et d'effectuer des lâchers pour soutenir le débit d'étiage des cours d'eau lorsque cela le nécessite. Pouvons-nous en effet continuer de voir nos rivières à sec quand 176 milliards de mètres cubes s'écoulent chaque année vers la mer ?

Outre un soutien aux grands ouvrages hydrauliques, les communistes s'avèrent favorables à la création encadrée de petites retenues collinaires pour l'abreuvement des animaux. Quant au pompage d'eaux souterraines, ce type de prélèvement doit avoir lieu en dernier recours, en fonction du contexte hydrogéologique local, uniquement lorsque les

nappes sont saturées et après validation des syndicats de bassins versants.

Se pose ensuite la délicate question du partage de la ressource. Le Parti communiste français rappelle son opposition à l'accaparement de l'eau par une minorité d'irrigants cherchant à maximiser les rendements ou à produire des denrées non essentielles à notre souveraineté alimentaire. Les communistes défendent une répartition équitable de la ressource en priorisant la satisfaction des besoins sociaux, à l'image de l'irrigation de cultures légumières et fruitières destinées à la consommation régionale, cultivées sur des exploitations agricoles créatrices de valeur ajoutée et d'emploi. Cela va de pair avec une gouvernance partagée, associant les pouvoirs publics et les agriculteurs, ainsi que l'ensemble des usagers (citoyens, collectivités locales, autres activités économiques, etc.). A l'opposée de l'anarchie de la multiplication des infrastructures privées de stockage de l'eau, nous répondons par la planification démocratique au service de tous les agriculteurs. ■

Fête des pins 2026

Les numéros gagnants des bons de soutien

2283 bons de soutien placés

17724 a gagné l'écran plat

12336 a gagné un sèche-linge

13192 a gagné une enceinte Bluetooth

19959	21875	12028	25735	16616
21943	21206	21984	12496	16972
21467	22154	23836	19830	17100
22061	18764	22038	22500	17264
18408	24456	18126	14872	17456
23900	18044	18605	15208	17580
23160	23024	19851	15348	17600
24122	23715	12544	15664	17720
19201	19336	21512	15820	17856
20576	20723	20596	15920	17936
25703	25204	12532	16020	22409
21188	21019	23592	16056	22538
18300	19194	24008	16132	22709
12132	18556	24772	16148	22651
19764	19604	19284	16468	•

Les lots sont à retirer à la Fédération des Landes du PCF avant le 30 Septembre 2026

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP.....VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

SURCHAUFFE CANICULAIRE

Il a fait beau ces derniers jours/ Il a fait chaud, il a fait lourd/ Mais c'est bizarre depuis hier/ C'est le cagnard, c'est le calvaire [...] Je suis à plat sur le carrelage/ Et malgré ça je suis en nage/ Dès que je bouge hanche ou mollet/ Je vire au rouge ou au violet [...] J'ai branché ton ventilateur/ Dans le salon. C'est une erreur/ L'air qu'il diffuse est si plombé/ Que si j'abuse je vais tomber [...] Pour m'aérer jusqu'à la moelle/ Toute la journée je reste à poil/ Même en maillot et même sans/ J'ai chaud de dos, j'ai chaud devant [...] J'aurais bien pris une douche glacée/ Mais ma plomberie est encrassée/ L'eau devient tiède et fait des bulles/ Tu le concèdes, c'est assez nul [...] La rue se fend et le bitume/ Fond doucement d'ailleurs il fume/ Comme un chauffe-eau comme un chaudron/ Faut aimer l'odeur du goudron [...] Enfin parlons de toi, veux-tu?/ T'as des glaçons, moi j'en ai plus/ J'ai les cheveux secs à très secs/ Qu'est-ce que tu veux? Je fais avec [...] J'aurais aimé finir ma lettre/ Car tu l'aurais reçue peut-être/ Mais mon stylo est tout mouillé/Je suis en eau, je vais rouiller. Chanson «Canicule» par Jeanne Cherhal (chanteuse française née le 28 février 1978 à Nantes). Un train à grande vitesse est lancé vers le mur des canicules et des pluies torrentielles, de la fonte des glaciers et du bouillonnement des océans. Les pouvoirs et le monde économique alimentent la locomotive du capitalisme qui éteint la vie, mène l'humanité vers le néant. L'impérialisme américain mène les guerres commerciales et militaires sur le monde, des gouvernements relancent les forages afin de permettre à quelques multinationales du pétrole de s'enrichir par une énergie carbonée qui nourrit la fournaise par l'accumulation des gaz à effet de serre. Ceux qui nous proposent un brumisateur ou un petit éventail sont les mêmes qui nous conseillent de fermer nos volets l'après-midi alors qu'ils ont divisé par trois – de 2,3 milliards d'€ à 837 millions d'€ - le budget du «Fonds vert» destiné à financer les projets d'accélération des transitions au service des collectivités territoriales, abaissé le budget du projet «Ma primRénov». La «gestion de crise» des puissants cache les causes fondamentales d'une situation créée par le capitalisme alors qu'il faudrait imaginer une transformation civilisationnelle afin que notre Terre ne devienne pas invivable. Ils parlent de «la dette» comme d'autres parlent de leur cassette, cachant l'essentiel, la dette écologique qui peut perdre notre humanité. Pour éviter le pire, il n'y a pas d'autre voie pour les peuples que d'entendre les mises en garde et de construire des mobilisations pour une transformation sociale et environnementale démocratique, associant les peuples, les travailleurs, les scientifiques. Les chaleurs précoces, rendent les sociétés humaines de plus en plus vulnérables. Elles malmènent les écosystèmes quand les déficits hydriques se combinent avec des rayons du soleil qui brûlent tout et font mourir la végétation, les animaux, les humains les plus fragiles et les plus pauvres, mettent en difficulté des infrastructures essentielles comme des centrales hydroélectriques ou nucléaires, des chemins de fer, des services publics, notamment hospitaliers. Le climat et la biodiversité sont des biens communs de l'humanité. Ils crient le besoin de changer radicalement de route. Que çaù lutar, la vita qu'es en jòc (Il faut lutter, la vie est en jeu).■

Roger La Mougne